



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



Version 2015



En cette année 2025, l'autonomie financière des collectivités territoriales risque de ne pas être au rendez-vous : la mobilisation des recettes propres d'ici le 31 décembre est projetée à moins de 43%.

NOTE DE CONJONCTURE DES FINANCES LOCALES DU BENIN

TROISIEME TRIMESTRE 2025

OCTOBRE 2025

SOMMAIRE

05

- I- SITUATION MACROÉCONOMIQUE DU SECOND SEMESTRE 2025
 - 1.1 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET DE LA ZONE SUBSAHARIENNE
 - 1.2 BONNE DYNAMIQUE DANS LA ZONE UEMOA ET AU BÉNIN

06

- II- CONTEXTE DE LA DÉCENTRALISATION
 - 2.1 LE FONDS D'INVESTISSEMENT COMMUNAL, UN NOUVEL ÉLAN POUR LES COMMUNES
 - 2.2 DYNAMIQUE DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT LOCAL

09

- III- EXÉCUTION BUDGÉTAIRE DU TROISIÈME TRIMESTRE 2025
 - 3.1 RECETTES DE FONCTIONNEMENT
 - 3.2 DÉPENDANCE ACCRUE AUX RESSOURCES EXTÉRIEURES
 - 3.3 DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
 - 3.4 OPÉRATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

12

- IV- RÉALISATIONS BUDGÉTAIRES À FIN SEPTEMBRE 2025
 - 4.1 SECTION DE FONCTIONNEMENT EXÉCUTÉE AU QUART
 - 4.2 ENTRETIEN DU PATRIMOINE ET FORMATION DE L'ÉPARGNE BRUTE
 - 4.3 SECTION D'INVESTISSEMENT PEU EXÉCUTÉE MALGRÉ LES RESSOURCES ABONDANTES
 - 4.4 POINT DE CONSOMMATION DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT DISPONIBLES

22

- V- ÉVOLUTION DES RECETTES DE 2021 À 2025
- VI- PROJECTION DES OPÉRATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2025

27

- ANNEXES STATISTIQUES

RÉSUMÉ

Le troisième trimestre 2025 est caractérisé par une résilience économique fragile dans un environnement macroéconomique incertain, avec une croissance mondiale projetée à 3,2% pour toute l'année par le FMI. La zone UEMOA a maintenu une trajectoire de croissance vigoureuse, avec un taux de croissance estimé à 6,5% sur la période, conservant le rythme du deuxième trimestre. Une décélération inflationniste notable, se traduisant par des taux d'inflation négatifs en août et septembre, est observée dans cette zone. Au niveau national, l'expansion économique se poursuit, avec une croissance projetée à 6,4% pour l'exercice 2025, et l'inflation est restée modérée, anticipée pour se maintenir sous le seuil de 2,0%. Les indicateurs budgétaires agrégés des collectivités territoriales pour le troisième trimestre 2025 révèlent un déséquilibre. Les recettes de fonctionnement s'établissent à 8,10 milliards FCFA, ce qui représente une contraction significative de 26,91% en glissement annuel. Malgré une baisse en volume des dotations et subventions, leur poids relatif dans les recettes de fonctionnement a atteint 57%, contre 48% un an plus tôt à la même période, et soulignant une forte dépendance des communes aux transferts financiers de l'État. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 10,66 milliards FCFA, enregistrant une légère hausse globale de 6,04%. S'agissant des investissements, les recettes ont régressé, mais l'autofinancement a progressé de près de cinq fois pour atteindre 1,01 milliard FCFA. Les dépenses ont atteint 6,86 milliards FCFA, marquant une croissance de 31,51% en glissement annuel. À la fin de septembre 2025, les recettes de fonctionnement ne sont mobilisées qu'à 26,62% de la prévision annuelle. La projection pour la clôture de l'exercice 2025 indique que l'exécution des recettes propres se maintiendra en deçà de 43%, ce qui mettrait en péril l'autonomie financière des collectivités locales. En matière de gouvernance, le Fonds d'Investissement communal (FIC) est institué pour succéder au FADeC et fournir des outils financiers modernes afin de renforcer les capacités d'investissement et le financement de projets locaux structurants.

Liste des tableaux

Tableau 1	: Innovations du Fonds d'Investissement Communal	6
Tableau 2	: Recettes de fonctionnement du troisième trimestre 2025	9
Tableau 3	: Dépenses de fonctionnement du troisième trimestre 2025	10
Tableau 4	: Recettes et dépenses d'investissement du troisième trimestre 2025	11
Tableau 5	: Synthèse de l'exécution de la section fonctionnement à fin septembre 2025	12
Tableau 6	: Epargne brute par catégorie de commune à fin septembre 2025	16
Tableau 7	: Synthèse de l'exécution de la section investissement à fin septembre 2025	18
Tableau 8	: Projections des taux d'exécution du budget au 31 décembre 2025	24
Tableau 9	: Taux d'entretien au 30 septembre 2025 par département	28
Tableau 10	: Projections de opérations au 31 décembre 2025 par commune	29

Liste des graphiques

Graphique 1 : Poids de la CDL dans les recettes fiscales	7
Graphique 2 : Evolution de la CDL de 2023 à 2025 par statut de commune	8
Graphique 3 : Part des subventions dans les recettes de fonctionnement	10
Graphique 4 : Structure des recettes fiscales à fin septembre 2025	13
Graphique 5 : Structure des recettes non fiscales à fin septembre 2025	14
Graphique 6 : Epargne brute par département à fin septembre 2025	16
Graphique 7 : Répartitions des subventions par statut et par région	18
Graphique 8 : Structure des dépenses d'investissement à fin septembre 2025	20
Graphique 9 : Dépenses d'investissement par département à fin septembre 2025	21
Graphique 10 : Evolutions des recettes de fonctionnement à fin septembre de 2021 à 2025	22
Graphique 11 : Poids des subventions et dotations dans les recettes de fonctionnement	23
Graphique 12 : Projections des recettes propres du quatrième trimestre 2025	25
Graphique 13 : Taux de consommation des ressources d'investissement à fin septembre 2025	28

Liste des sigles et abréviations

BCEAO	:	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CAT	:	Code de l'Administration territoriale
CDL	:	Contribution au Développement local
CENOCFIL	:	Comité d'Elaboration de la Note de Conjoncture des Finances locales
CGI	:	Code général des Impôts
CSPEF	:	Cellule de Suivi des Programmes économiques et financiers
DCNSE	:	Direction de la Comptabilité nationale et des Statistiques économiques
DGTCP	:	Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique
DPCP	:	Direction de la Production des Comptes publics
EPCI	:	Etablissement public de Coopération intercommunale
FADEC	:	Fonds d'Appui au Développement des Communes
FIC	:	Fonds d'Investissement communal
FMI	:	Fonds Monétaire International
IHPC	:	Indice harmonisé des Prix à la Consommation
INStAD	:	Institut national de la Statistique et de la Démographie
PIB	:	Produit intérieur Brut
RF	:	Recette fiscale
RNF	:	Recette non fiscale
TDL	:	Taxe sur le Développement local
TPS	:	Taxe professionnelle synthétique
TVA	:	Taxe sur la Valeur ajoutée
UEMOA	:	Union économique et monétaire Ouest-africaine

I- SITUATION MACROÉCONOMIQUE DU SECOND SEMESTRE 2025

1.1 ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET ZONE SUBSAHARIENNE

Le troisième trimestre de l'exercice 2025 est caractérisé par une résilience économique fragile dans un environnement macroéconomique incertain. L'économie mondiale s'adapte à un paysage reconfiguré par de nouvelles mesures, malgré des accords douaniers qui ont calmé les tensions. Les facteurs temporaires de soutien de l'activité au premier semestre 2025 s'amenuisent. La croissance mondiale projetée pour 2025 atteint 3,2%, à la suite de la révision à la hausse effectuée par le FMI en octobre 2025 dans ses dernières Perspectives de l'économie mondiale (PEM). L'inflation devrait baisser mondialement en 2025. Des risques déflationnistes significatifs persistent, notamment ceux liés aux tensions géopolitiques, conditionnant les perspectives du quatrième trimestre 2025.

En ce qui concerne la zone Afrique subsaharienne, une accélération de l'activité économique est anticipée. Le taux de croissance projeté devrait atteindre 3,8% en 2025, selon l'Agence Ecofin (octobre 2025), marquant une progression par rapport aux 3,5% enregistrés en 2024. Cette dynamique est principalement soutenue par l'accroissement des investissements publics et l'expansion des exportations de produits de base, bien qu'elle soit tempérée par des tensions commerciales et le resserrement des conditions monétaires et financières. Les perspectives pour le quatrième trimestre 2025 sont jugées globalement favorables, tout en restant intrinsèquement vulnérables aux chocs exogènes.

1.2 BONNE RÉSILIENCE DANS LA ZONE UEMOA ET AU BÉNIN

La zone UEMOA a maintenu une trajectoire de croissance vigoureuse au cours du troisième trimestre 2025. Le taux de croissance du Produit Intérieur brut (PIB) réel de l'Union est estimé à 6,5% sur cette période, conservant ainsi le rythme soutenu observé au deuxième trimestre

2025. Ce dynamisme est principalement imputable à la robustesse de la demande intérieure (BCEAO, août 2025).

Quant à l'évolution des prix, la zone a enregistré une décélération inflationniste notable. Des taux d'inflation négatifs sont observés au troisième trimestre 2025 (août : -0,6% ; septembre : -0,5%) et se prolongent en début du trimestre courant (octobre : -0,1%). Cette tendance déflationniste résulte de la conjugaison de deux (02) facteurs principaux : la baisse des cours mondiaux des denrées alimentaires et un approvisionnement adéquat des marchés en produits vivriers, consécutif à une bonne campagne agricole 2024/2025.

Au niveau national, la trajectoire économique du Bénin est orientée vers une poursuite de l'expansion. Le taux de croissance est projeté à 6,4% pour l'exercice 2025 (Banque mondiale, juillet 2025), succédant à une performance exceptionnelle de 7,5% en 2024 (INSTAD, 2025). Cette progression est principalement alimentée par les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et du BTP. Les perspectives pour le quatrième trimestre 2025 impliquent le maintien de cette projection annuelle, sous l'hypothèse d'une continuité des bonnes conditions agronomiques.

En matière de stabilité des prix, le Bénin se distingue par un des taux d'inflation les plus faibles de la sous-région. L'inflation globale est anticipée comme restant modérée, se maintenant en deçà du seuil de 2,0% sur la période 2025-2026. Concernant l'Indice harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), l'évolution est cohérente avec la faible pression inflationniste observée. Sa tendance sur le troisième trimestre 2025 indique un ralentissement de l'inflation au Bénin, notamment grâce à la baisse des prix des produits alimentaires due aux récoltes saisonnières du maïs, l'igname, les légumes et fruits.

II- CONTEXTE DE LA DÉCENTRALISATION

2.1 LE FONDS D'INVESTISSEMENT COMMUNAL, UN NOUVEL ÉLAN POUR LES COMMUNES

L'État béninois a concrétisé un engagement majeur de sa politique de décentralisation, tel qu'énoncé dans le Code de l'Administration territoriale (CAT). Conformément à l'article 516 du CAT qui prévoit la création d'un fonds dédié, le Gouvernement a officiellement institué le Fonds d'Investissement communal (FIC) par le décret n° 2025-567 du 17 septembre 2025, qui en a également approuvé les statuts. Cet instrument novateur succède au Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC) et est destiné à impulser une nouvelle dynamique dans le financement des collectivités territoriales. Placé sous la tutelle stratégique du ministère en charge des Finances, le FIC a

pour mission fondamentale d'appuyer le développement socio-économique des communes et des Établissements publics de Coopération intercommunale (EPCI). Il se positionne comme un outil financier d'envergure, fournissant une assistance à la fois financière et technique aux entités décentralisées. Le fonctionnement du Fonds repose sur l'objectif d'assurer la disponibilité de ressources massives et pérennes, tout en mettant en œuvre des outils financiers modernes et innovants spécifiquement orientés vers le financement des investissements locaux structurants. Les innovations clés du FIC par rapport au FADeC sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : *Innovations du Fonds d'Investissement Communal*

Caractéristiques	Fonds d'appui au Développement communal (FADeC)	Fonds d'investissement communal (FIC)
Nature/Objectif principal	Fonds d'appui et de transfert de ressources (affectées et non-affectées), basé sur un mécanisme de péréquation.	Fonds d'investissement visant le renforcement des capacités d'investissement et le financement de projets structurants.
Mécanismes de Financement	Principalement la subvention (transferts budgétaires de l'État et des partenaires).	Subvention et mise à disposition d'outils financiers modernes (prêts, garanties, assistance pour la dette, etc.).
Mobilisation de Ressources	Focalisé sur la gestion des dotations.	Ajout de la mission de collecte des rétrocessions de la fiscalité partagée et d'accès aux sources innovantes de financement.
Accompagnement	Focalisé sur la traçabilité des fonds et la performance de la gestion communale.	Accent mis sur l'expertise pour le montage de projets bancables et la gestion de la dette.

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Le remplacement du FADeC par le FIC transcende un simple changement d'appellation ; il s'agit d'une réforme structurelle profonde s'inscrivant dans la logique du CAT. Les avancées majeures se concentrent sur la

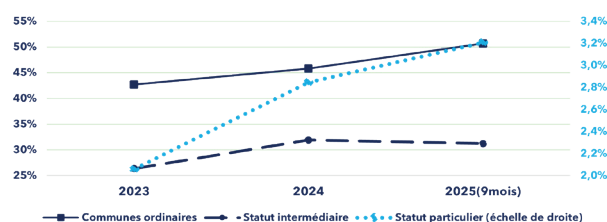
montée en puissance de l'ambition, la modernisation des mécanismes de financement et un renforcement significatif de l'accompagnement des collectivités. En définitive, le FIC est conçu pour donner

aux communes les moyens concrets de s'ériger en véritables acteurs de développement économique, capables d'initier, de monter et de financer des projets à fort impact et à horizon durable.

2.2 DYNAMIQUE DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Pour les deux premières catégories de communes, le graphique 1 indique que la CDL est une ressource vitale, représentant respectivement environ 45% à 50% de leurs recettes fiscales

Graphique 1 : *Poids de la CDL dans les recettes fiscales*



Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCPC, octobre 2025

Malgré sa vocation stratégique, la CDL affiche une performance, mesurée par le montant des recettes comptabilisées, en nette régression pour l'ensemble des communes entre 2023 et 2025 (2025, fin septembre). Cette contraction serait une manifestation des difficultés structurelles rencontrées par les acteurs communaux (Secrétariat exécutif, Centre des impôts des petites entreprises, ...).

Le groupe des communes ordinaires qui embrasse la plus grande base d'assiettes, enregistre une baisse moyenne d'environ 45%, signalant l'érosion de la collecte au fil des ans. En ce qui concerne le groupe des communes à statut intermédiaire, il subit en deux (02) ans, une forte chute de 58%,

Encadré 1 : La CDL, sa vocation et ses enjeux pour les communes du Bénin

Les collectivités territoriales béninoises enregistrent une deuxième année consécutive de baisse de leurs recettes propres. Cette conjoncture, si elle perdure, compromettrait à moyen terme leur autonomie financière. La présente réflexion, structurée en quatre (04) énumérations, s'attèle à décrire la dynamique du recouvrement de la Contribution au développement local (CDL), une composante réputée importante des impôts locaux. Deux recommandations opérationnelles sont formulées à la fin, et l'implémentation de celles-ci est de nature à stimuler les performances futures de la CDL.

- Fondement juridique de la CDL

L'autonomie financière des communes, principe consacré par l'article premier du code de l'Administration territoriale, repose sur leur capacité à générer des ressources propres suffisantes. Instituée en remplacement de l'ancienne Taxe de développement local (TDL), la CDL a pour objectif de fournir aux communes des ressources consistantes et directement liées à l'activité économique locale. Classifiée impôt indirect contrairement à la TDL qui était un impôt direct, la CDL est l'impôt éponyme du financement du développement local.

- Assiette fiscale et mécanismes de perception

L'assiette de la CDL, définie par l'article 296 du Code général des Impôts (CGI) 2025, est particulièrement large, ciblant des secteurs clés de l'économie locale. Elle est assise sur la vente et les activités liées aux produits agricoles, forestiers, animaux, halieutiques, ainsi qu'aux substances minières (carrières), à l'eau de surface ou souterraine et aux recettes d'exploitation des sites touristiques communaux. Les assujettis sont divers, incluant producteurs (coton, oléagineux), acheteurs grossistes, exploitants forestiers, et éleveurs en transhumance, illustrant l'ambition de capter la valeur ajoutée au niveau local. Ce dispositif légal de perception s'aligne sur les modalités de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour la déclaration, le contrôle et le recouvrement. En effet, l'assujetti doit intégrer dans sa structure de prix et collecter la CDL auprès du contribuable et le principe de perception unique garantit le reversement à la commune où la matière est générée. De plus, la responsabilité solidaire des contribuables et de l'assujetti renforce théoriquement l'efficacité du recouvrement.

- Dynamique de la CDL : une alerte sur la performance

La CDL est un pilier budgétaire pour le groupe des communes ordinaires et celui des communes à statut intermédiaire. Cependant, elle demeure un appoint en ressources pour les grandes villes.

- Conditions pour redonner à la CDL un rôle de levier budgétaire

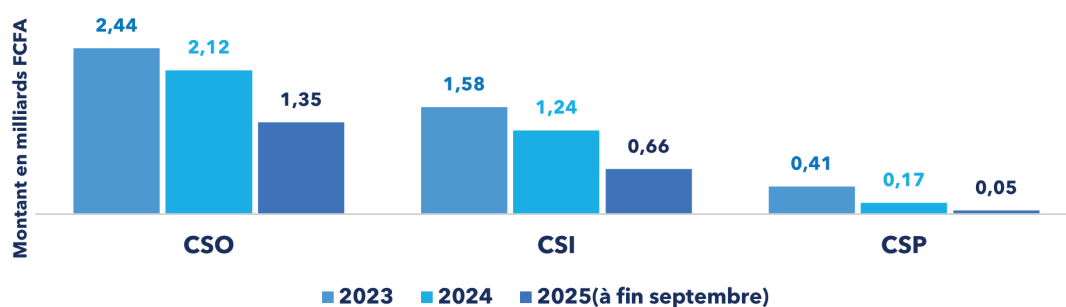
Au demeurant, la Contribution au développement local est un produit de recettes potentiellement stratégique, surtout pour les groupes des communes ordinaires et des communes à statut intermédiaire. Cependant, sa dynamique actuelle démontre que son rôle de levier budgétaire est loin d'être pleinement assuré.

Dans le contexte actuel, l'atteinte des objectifs assignés à la CDL par le législateur est subordonnée à la résolution de deux (02) problèmes opérationnels interdépendants. Il s'agit, d'une part, de la sensibilisation accrue des assujettis et contribuables pour lutter contre la faible connaissance et l'acceptation limitée de la CDL ; d'autre part, de la lutte efficace contre le caractère informel des activités dans les secteurs agricole et minier sur lesquels repose majoritairement la CDL. Ce n'est qu'en surmontant ces obstacles pratiques que la CDL pourra inverser sa tendance baissière et devenir le véritable instrument de matérialisation de l'autonomie locale au Bénin.

révélant la vulnérabilité accrue de ce groupe de communes depuis la mise en œuvre de la grande Réforme du secteur de la décentralisation. Quant au groupe des communes à statut particulier, on observe

une chute quasi-totale (88%), suggérant un abandon de cette ressource au profit d'autres impôts considérés, par ces grandes villes, comme plus avantageux en termes de ratio recettes/coût de recouvrement.

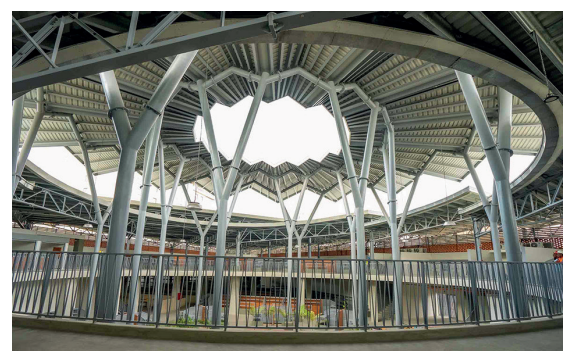
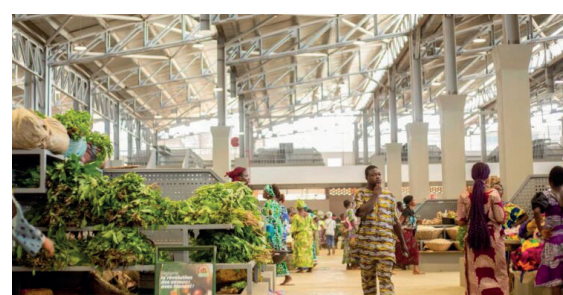
Graphique 2 : *Evolution de la CDL de 2023 à 2025 par statut de commune*



Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Note : CSO : communes ordinaires ; CSI : communes à statut intermédiaire ;

CSP : communes à statut particulier



III- EXÉCUTION BUDGÉTAIRE DU TROISIÈME TRIMESTRE 2025

3.1 RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Au terme du troisième trimestre de l'exercice 2025, les recettes de fonctionnement agrégées des soixante-dix-sept (77) communes s'établissent à 8,1 milliards FCFA. Ce montant révèle une contraction significative de 26,91% comparativement aux 11,0 milliards FCFA qui avaient été recouvrés durant la même période en 2024.

Cette performance globale dissemblable masque des évolutions hétérogènes au sein des trois (03) catégories de collectivités territoriales. Le groupe des communes à statut intermédiaire et celui des grandes villes ont enregistré en glissement annuel une régression importante de leurs recettes. Le premier groupe a subi une diminution de 35,85%, ses recettes chutant de 4,1 milliards de FCFA au troisième trimestre 2024 à 2,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2025. Le groupe des communes à statut particulier enregistre une baisse encore plus marquée de 82,5%, passant de 2,5

milliards FCFA à seulement 0,43 milliard FCFA. La tendance s'est avérée diamétralement opposée pour la catégorie des communes ordinaires. Les recettes de cette dernière strate ont en effet progressé, passant de 4,54 milliards de FCFA au troisième trimestre 2024 à 5,06 milliards de FCFA pour le troisième trimestre 2025, ce qui représente une augmentation de +11,48%.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025, les recettes propres (recettes fiscales, non fiscales et partagées) de l'ensemble des communes ont enregistré une régression plus prononcée que celle observée sur les recettes totales de fonctionnement. Le montant total des recettes propres est passé de 5,77 milliards FCFA au troisième trimestre 2024 à 3,51 milliards FCFA au troisième trimestre 2025, soit une diminution de 39,15%. L'ampleur de cette contraction est directement liée à la chute particulièrement vertigineuse des recettes propres du groupe des communes à statut particulier, lequel a enregistré une baisse de 77,32%.

3.2 DÉPENDANCE ACCRUE AUX RESSOURCES EXTÉRIEURES

À l'instar des composantes des recettes de fonctionnement, les dotations et subventions allouées aux communes ont également marqué un recul au troisième trimestre 2025. Ces transferts ont diminué de 5,31 milliards FCFA au troisième trimestre 2024 pour s'établir à 4,59 milliards FCFA au troisième trimestre de l'année 2025.

Malgré cette baisse en volume, leur poids relatif dans l'autonomie des communes

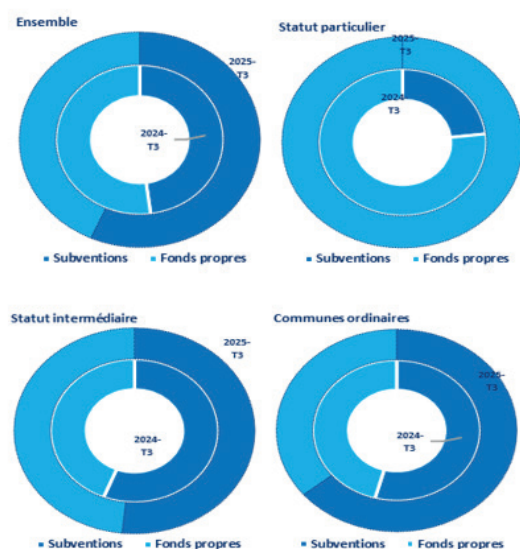
Tableau 2 : **Recettes de fonctionnement du troisième trimestre 2025**

Grandes masses (en milliards FCFA)	2024 TRIM3	2025 TRIM3
Recettes totales	11,086	8,102
Recettes fiscales	2,941	1,666
Patentes et licences	0,287	0,093
Foncier	0,792	0,330
CDL	0,604	0,542
TPS	0,113	0,058
Autres produits fiscaux	1,146	0,644
Recettes non fiscales	2,829	1,833
Produit de patrimoine	0,795	0,562
Prestation de service	1,563	0,966
Produits financiers	0,000	0,000
Autres produits non fiscaux	0,470	0,305
Recettes partagées	0,001	0,012
Taxe de voirie	0,000	0,000
Taxe sur expl. carrières	0,001	0,000
TVA perçue au cordon	0,000	0,000
Autres reversements	0,001	0,012
Dotation et subvention	5,315	4,591

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

s'est accru de manière significative. Au troisième trimestre 2024 en effet, les dotations et subventions représentaient 48% des recettes totales de fonctionnement mobilisées. Cette proportion est passée à 57% au troisième trimestre 2025, soulignant une dépendance accrue des collectivités territoriales vis-à-vis de l'appui à la Réforme dans un contexte de chute des recettes propres.

Graphique 3 : *Part des subventions dans les recettes de fonctionnement*



Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Il importe de noter que les recettes fiscales recouvrées dans le cadre des réformes de l'interlocuteur fiscal unique et de télépaiement ne sont pas entièrement prises en compte (2024 et 2025). La comptabilisation de ses statistiques révisera à la hausse les performances des grandes villes notamment pour améliorer la performance globale.

3.3 DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement exécutées au troisième trimestre de l'année 2025 par l'ensemble des communes

s'élèvent à 10,66 milliards FCFA. Par rapport au troisième trimestre 2024, il est observé une hausse globale légère de près de 6,04%. Cette hausse, au prix courant s'observe au niveau des « achats de biens et services » (+39,34%) ; en ce qui concerne les autres postes, il est observé plutôt une baisse allant de 29,70% (« autres charges réelles ») à 2,47% (« charges de personnel »).

Tableau 3 : *Dépenses de fonctionnement du troisième trimestre 2025*

Grandes masses (en milliards FCFA)	2024 TRIM3	2025 TRIM3
Dépenses totales	10,053	10,660
Charges de personnel	4,724	4,607
Charges financières	0,000	0,000
Achat des biens-services	2,456	3,422
Charges des élus	2,318	2,241
Autres charges réelles	0,556	0,391

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Cette tendance de légère hausse enregistrée au troisième trimestre de l'année 2025 est confirmée au niveau du groupe des communes ordinaires et celui des communes à statut particulier. En revanche, au niveau du groupe des communes à statut intermédiaire, les dépenses de fonctionnement sont en baisse de 2,17%, en lien avec la baisse de chacune des composantes de l'agrégat des dépenses de fonctionnement, sauf les « achats de biens et services » qui ont vu leur montant augmenté de 17,62%.

Quant aux dépenses d'entretien du patrimoine, elles sont en hausse de 167,01% au niveau du groupe des grandes villes. Elles sont en baisse en revanche dans les strates des communes à statut intermédiaire (-29,06%) et celles des communes ordinaires (-42,47%).

3.4 OPÉRATIONS DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Au niveau de la section d'investissement,

les subventions et dotations d'investissement reçues via le mécanisme FADeC, s'élèvent au troisième trimestre de l'année 2025 à 6,13 milliards FCFA, en baisse de plus de moitié (-52,42%) par rapport aux transferts reçus au troisième trimestre 2024 qui s'élevaient à 10,78 milliards FCFA. Au troisième trimestre 2025, l'autofinancement est le poste qui a le plus progressé, passant de 0,21 (Communes de Ouaké et de Natitingou) à 1,01 milliard FCFA (Commune de Avrankou, il s'agit de la régularisation des couvertures de besoin de financement de 2003 à 2024), soit une multiplication par près de cinq.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2025, la part substantielle des

Tableau 4 : **Recettes et dépenses d'investissement du troisième trimestre 2025**

Grandes masses (en milliards FCFA)	2024 TRIM3	2025 TRIM3
Recettes totales	10,988	6,139
<i>Autofinancement</i>	<i>0,205</i>	<i>1,008</i>
<i>Emprunt</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>
<i>Dotation et subvention</i>	<i>10,784</i>	<i>5,131</i>
Dépenses totales	6,601	6,861
<i>Remb. du capital de la dette</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>
<i>Terrains</i>	<i>0,257</i>	<i>0,209</i>
<i>Constructions</i>	<i>5,005</i>	<i>4,439</i>
<i>Equipements et matériels</i>	<i>0,923</i>	<i>1,196</i>
<i>Autres dépenses</i>	<i>0,416</i>	<i>1,017</i>

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

subventions d'investissement transférées, s'élevant à 3,60 milliards de FCFA, soit 70,15% du total (5,13 milliards FCFA), est allouée au groupe des communes ordinaires. Le solde de ce montant transféré, égalant 1,53 milliard FCFA (soit 29,85%), est affecté à la strate des

communes à statut intermédiaire.

Les dépenses d'investissement agrégées des communes ont atteint 6,86 milliards FCFA au troisième trimestre 2025, marquant une progression de 0,26 milliard FCFA, soit une croissance de 31,51% par rapport au même trimestre de l'exercice précédent (2024). Cette dynamique haussière est principalement imputable aux postes « équipement et matériels » et « autres dépenses d'investissement », dont les réalisations ont respectivement augmenté de 29,54% et 144,43%. Il convient toutefois de noter que le poste « constructions » a enregistré un repli de 11,30%, le montant des réalisations passant de 5,00 milliards FCFA au troisième trimestre 2024 à 4,44 milliards FCFA au troisième trimestre 2025.

L'analyse de ces dépenses selon la catégorie de commune révèle des disparités significatives. Pour le groupe des communes ordinaires, le volume des investissements a connu une décroissance de 23,89% par rapport au troisième trimestre 2024. Cette régression s'observe sur l'ensemble des postes d'investissement, à l'exception du poste « autres dépenses d'investissement ». Les deux autres catégories de communes affichent, en revanche, une nette augmentation de leurs dépenses d'investissement au troisième trimestre 2025 par rapport au troisième trimestre 2024, avec un taux de +31,51% pour les communes à statut intermédiaire et de +110,35% pour celles à statut particulier. Pour ces deux strates, cette hausse est en lien avec l'accroissement des dépenses de toutes les composantes d'investissement.

IV- RÉALISATIONS BUDGÉTAIRES À FIN SEPTEMBRE 2025

4.1 SECTION DE FONCTIONNEMENT EXÉCUTÉE AU QUART

Au titre des neuf (09) premiers mois de l'année 2025, les recettes de fonctionnement de l'ensemble des communes n'ont été mobilisées qu'à hauteur de 26,62%. Sur une prévision annuelle hors résultat reporté, de 82,82 milliards FCFA, 28,73 milliards FCFA sont

recouvrées et comptabilisées à la date du 30 septembre 2025. A la même période de l'exercice 2024, l'ensemble des communes avait engrangé 31,73 milliards FCFA. Cette performance courante consacre ainsi une baisse de 10,09% en glissement annuel.

Tableau 5 : *Synthèse de l'exécution de la section fonctionnement à fin septembre 2025*

Grandes masses (en milliards FCFA)	Prévisions 2025	Réalisations Jan-Sept 2024	Réalisations Jan-Sept 2025	Taux réal. 2025(%)	Variation 2025/2024(%)
Recettes totales	107,91	31,95	28,73	26,62	-10,09
<i>Report résultat fonct.</i>	<i>25,09</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Recettes fiscales</i>	<i>34,06</i>	<i>10,17</i>	<i>6,51</i>	<i>19,10</i>	<i>-36,02</i>
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>16,23</i>	<i>8,17</i>	<i>6,15</i>	<i>37,88</i>	<i>-24,72</i>
<i>Recettes partagées</i>	<i>4,27</i>	<i>0,07</i>	<i>0,56</i>	<i>13,02</i>	<i>662,10</i>
<i>Dotation et subvention</i>	<i>28,25</i>	<i>13,54</i>	<i>15,51</i>	<i>54,91</i>	<i>14,60</i>
Dépenses totales	107,91	25,65	28,58	26,48	11,42
<i>Charges de personnel</i>	<i>21,54</i>	<i>12,34</i>	<i>13,04</i>	<i>60,54</i>	<i>5,70</i>
<i>Charges financières</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Achat des biens-services</i>	<i>41,56</i>	<i>5,57</i>	<i>7,80</i>	<i>18,78</i>	<i>40,15</i>
<i>Charges des élus</i>	<i>10,34</i>	<i>6,66</i>	<i>6,46</i>	<i>62,46</i>	<i>-3,02</i>
<i>Autres charges réelles</i>	<i>7,75</i>	<i>1,08</i>	<i>1,27</i>	<i>16,43</i>	<i>17,58</i>

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Notes : CDL : contribution au développement local ; TPS : taxe professionnelle synthétique

A fin septembre de l'année 2025, les performances en matière de mobilisation des recettes de fonctionnement révèlent des dynamiques contrastées selon le statut de commune considéré. Le groupe des communes à statut particulier a enregistré un taux de réalisation des recettes de fonctionnement de 10,81%, correspondant à un montant de 4,48 milliards FCFA. Cette performance marque une régression par rapport à la même période de l'année 2024, où ce même groupe avait mobilisé 9,00 milliards FCFA. On observe ainsi une baisse de plus de la moitié (-50,20%) des recettes

en glissement annuel, confirmant une tendance décroissante pour la deuxième année consécutive.

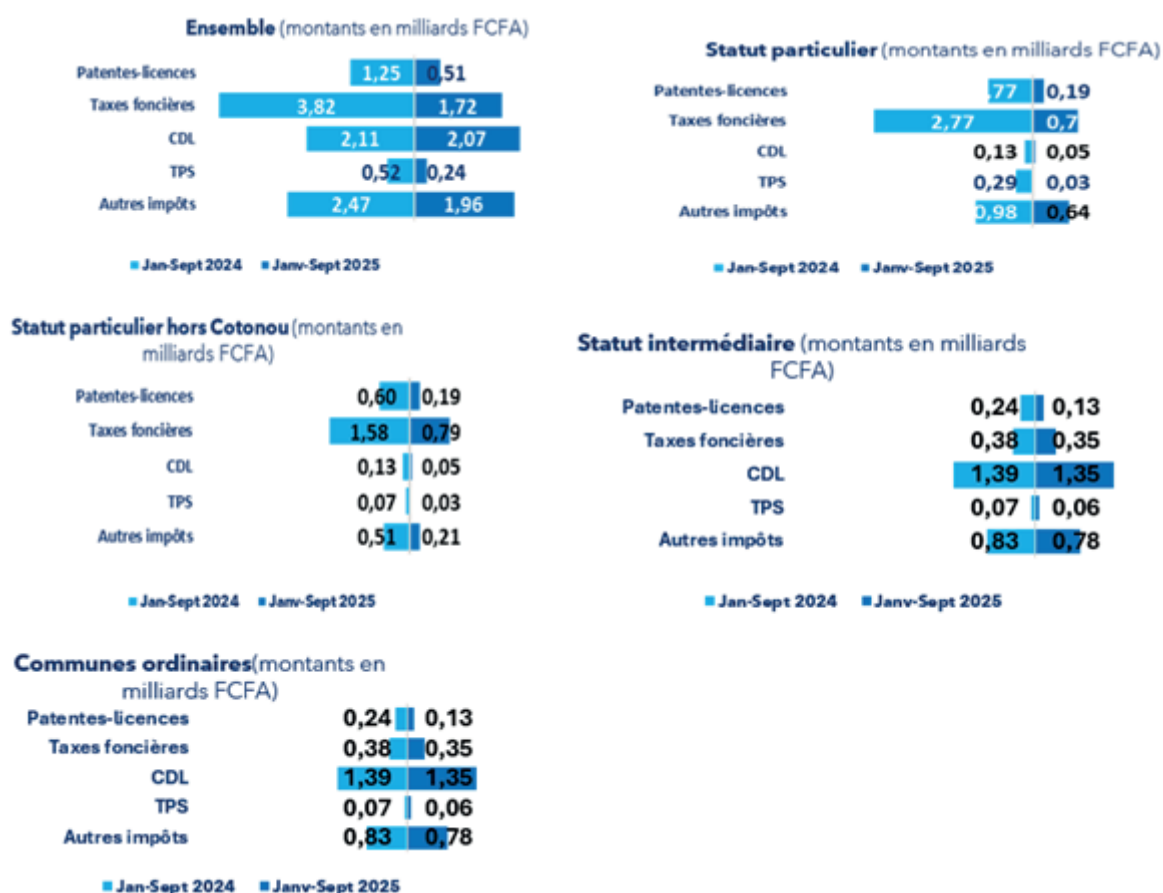
Concernant le groupe des communes à statut intermédiaire, les recettes de fonctionnement ont atteint 10,06 milliards FCFA à fin septembre 2025, contre 9,77 milliards FCFA à la même période en 2024. Cela représente un taux de réalisation de 33,02% et une progression de +2,89% en glissement annuel. Enfin, le groupe des communes ordinaires se distingue par le meilleur taux de réalisation, atteignant 39,47% à la fin du mois de septembre de

l'année 2025. Les recettes de fonctionnement collectées par le groupe des communes ordinaires s'élèvent à 14,18 milliards FCFA, marquant une augmentation de 7,71% par rapport à fin septembre 2024.

Au 30 septembre de l'exercice 2025, la mobilisation des recettes fiscales, qui constituent l'essentiel des ressources propres des budgets communaux, s'est établie à 6,51 milliards FCFA. Ce montant est à mettre en perspective avec les 10,17 milliards FCFA recouverts durant la même période de l'année 2024. Ce niveau de recouvrement pour l'année 2025 ne représente qu'une fraction marginale, soit

19,10% des prévisions initialement assignées aux services fiscaux. En glissement annuel, l'on observe un repli significatif de 36,02%. À l'issue du troisième trimestre 2025, l'ensemble des agrégats fiscaux - comprenant notamment la « contribution au développement local », les « autres produits fiscaux », les « patentes et licences », les « taxes foncières » et la « taxe professionnelle synthétique » - ont enregistré des niveaux de recouvrement inférieurs aux performances documentées à la même échéance de l'exercice précédent (2024).

Graphique 4 : *Structure des recettes fiscales à fin septembre 2025*



Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

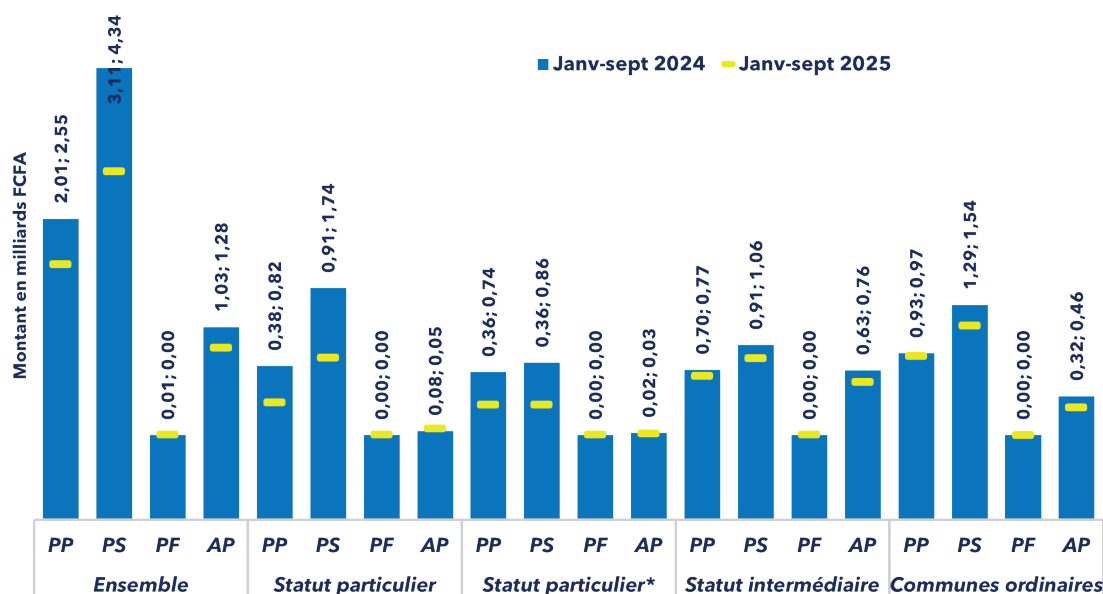
Notes : CDL : contribution au développement local ; TPS : taxe professionnelle synthétique

La conjoncture baissière du recouvrement des recettes fiscales affectant chacune des composantes, se manifeste de manière identique dans tous les groupes homogènes de communes. Le groupe des communes à statut particulier n'a comptabilisé qu'une mobilisation de 7,92% de ses prévisions de recettes fiscales pour l'exercice 2025. Cette performance traduit une contraction substantielle de plus de la moitié (-65,22%) par rapport au montant comptabilisé à la même période de l'année précédente. Cette chute est imputable principalement aux composantes « patentes et licences » et « taxes foncières », dont les recouvrements

comptabilisés ont enregistré une baisse de 2,54 milliards FCFA (-72,01%).

Quant aux groupes des communes à statut intermédiaire et des communes ordinaires, ils ont atteint, à la fin du mois de septembre 2025, des taux de recouvrement respectifs de 34,82% et 42,31% de leurs prévisions annuelles. Bien que ces groupes affichent des taux de réalisation plus élevés, ce niveau de mobilisation induit néanmoins une baisse moyenne de 8,60% du montant global recouvré par ces deux groupes, comparativement aux performances enregistrées au terme du mois de septembre 2024.

Graphique 5 : *Structure des recettes non fiscales à fin septembre 2025*



Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Notes : 1) Produit de patrimoine (PP) ; Prestation de service (PS) ; Produits financiers (PF) ;

La contribution au développement local (CDL) demeure une composante prépondérante des recettes fiscales des groupes de communes à statut intermédiaire et des communes ordinaires (Voir encadré II-2). À la fin du mois de septembre 2025, la CDL mobilisée par le groupe des communes à statut intermédiaire a atteint 663 millions FCFA. Ce montant marque une progression par rapport aux 595 millions FCFA recouvrés à la même échéance en 2024. Le groupe des

communes ordinaires, en revanche, a enregistré une légère contraction de son niveau de mobilisation. Le montant est passé de 1,39 milliard FCFA au 30 septembre 2024 à 1,35 milliard FCFA au 30 septembre 2025, ce qui représente une baisse de 2,6% en glissement annuel.

À l'issue du troisième trimestre de l'exercice 2025, le montant cumulé des recettes non fiscales mobilisées par l'ensemble des communes s'élève à 6,15 milliards FCFA. Ce chiffre ne représente que 37,88% des 16,23

milliards FCFA de prévisions annuelles projetées pour 2025. Cette réalisation marque une nette contre-performance par rapport à l'exercice précédent, où 8,17 milliards FCFA avaient été recouverts à la même période en septembre 2024. Indépendamment de leur nature ou du groupe de communes considéré, les recettes non fiscales ont enregistré une régression généralisée, se traduisant par un déficit cumulé de 2,02 milliards FCFA en glissement annuel. Pour l'ensemble des collectivités territoriales, la masse des « produits de service » est la principale responsable de cette contre-performance. Le recouvrement de cette rubrique a atteint 3,10 milliards FCFA à fin septembre 2025, marquant un recul notable par rapport aux 4,33 milliards FCFA enregistrés à la fin de septembre 2024.

Les dépenses de fonctionnement, pour l'ensemble des communes, sont exécutées à 26,48% à fin septembre 2025 soit 28,58 milliards FCFA sur 107,91 milliards FCFA. Cette réalisation est en hausse de 11,42% par rapport aux 25,65 milliards FCFA de dépenses de fonctionnement exécutées sur la même période en 2024.

Les charges de personnel et des élus payées de janvier à fin septembre 2025 s'élèvent respectivement à 13,04 milliards FCFA et 6,46 milliards FCFA. Ces charges fixes des communes ont connu une hausse moyenne de 2,60% en glissement annuel. Les « achats des biens et services » et les « autres charges » de fonctionnement sont faiblement exécutés au cours du semestre (18,78% et 16,43% respectivement). Toutefois, ces dépenses d'exploitation ont connu au prix courant, une hausse par rapport à cette date de l'année dernière une hausse de 40,15% pour les « achats de biens et de services » et 17,50% pour les « autres charges réelles ».

4.2 ENTRETIEN DU PATRIMOINE ET FORMATION DE L'ÉPARGNE BRUTE

Au 30 septembre 2025, les dépenses consacrées à l'entretien du patrimoine communal se chiffrent à 1,78 milliard FCFA.

Ce montant représente 13,45% des recettes propres mobilisées sur la même période. Ce ratio marque une amélioration notable par rapport au taux de 9,82% enregistré en 2024, signalant une progression globale de l'effort d'entretien.

L'analyse par strate révèle une dynamique contrastée. Le groupe des communes à statut particulier a enregistré une progression substantielle de son taux d'entretien, lequel est passé de 8,63% à fin septembre 2024 à 27,90% à la même échéance en 2025. Au niveau du groupe des communes à statut intermédiaire, une légère érosion de l'effort d'entretien est observée, passant de 7,42% à 6,75%. Le groupe des communes ordinaires subit également une régression de son taux d'entretien, passant de 13,34% à la fin septembre 2024 à 10,87% au 30 septembre 2025.

Au 30 septembre 2025, l'épargne brute en cours de constitution définie par les recettes de fonctionnement recouvrées, ajustées des reports et déduction faite des dépenses de fonctionnement s'établit à 25,24 milliards FCFA pour l'ensemble des communes. Ce montant correspond à 46,90% des recettes totales de fonctionnement disponibles sur la période. Le taux d'épargne de 2025 marque une légère décélération de moins d'un point de pourcentage (-0,98%) par rapport au taux de 47,4% enregistré à la fin du mois de septembre 2024. L'épargne brute relative du groupe des communes à statut particulier (hors Cotonou) a connu une dégradation extrêmement marquée : le taux d'épargne est passé de 57,4% des recettes totales disponibles à la même période de l'année précédente à seulement 5,97% à la fin du mois de septembre 2025. Cette chute abrupte se traduit par une détérioration de 89,59% de la capacité d'autofinancement de ce groupe de communes. Un tel recul dans la constitution de l'épargne brute est vraisemblablement symptomatique de fortes tensions de trésorerie au sein des grandes municipalités du pays.

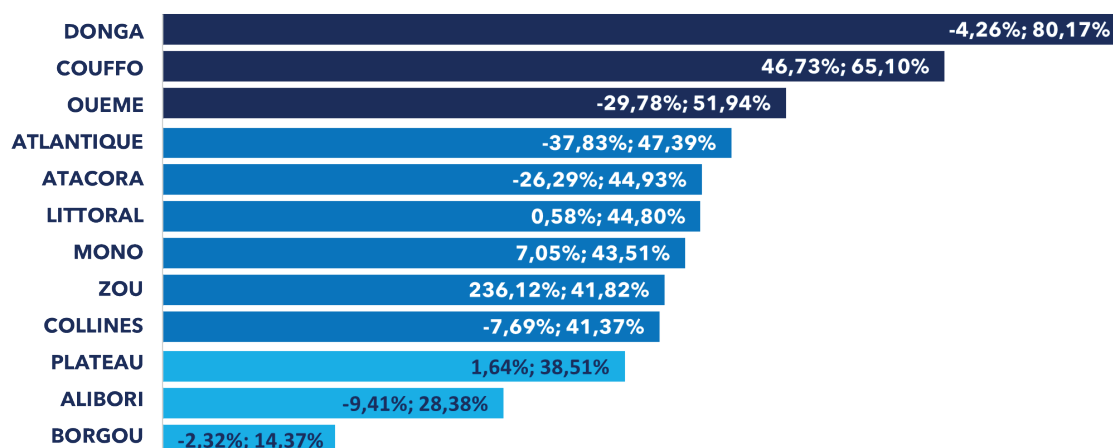
Tableau 6 : *Epargne brute par catégorie de commune à fin septembre 2025*

Groupes de communes (montants en milliards FCFA)	Recettes à fin sept 2025	Recettes reportées	Dépenses à fin sept 2025	Epargne brute en % des recettes	Variation en % épargne 2025/2024
Ensemble	28,73	25,09	28,58	46,90	-0,98
<i>Statut particulier</i>	<i>4,49</i>	<i>8,15</i>	<i>8,41</i>	<i>33,48</i>	<i>-13,94</i>
<i>Statut particulier*</i>	<i>2,97</i>	<i>0,72</i>	<i>3,46</i>	<i>5,97</i>	<i>-89,59</i>
<i>Statut intermédiaire</i>	<i>10,06</i>	<i>7,66</i>	<i>7,88</i>	<i>55,51</i>	<i>3,11</i>
<i>Communes ordinaires</i>	<i>14,18</i>	<i>9,28</i>	<i>12,29</i>	<i>47,62</i>	<i>-0,45</i>

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Note : Statut particulier* : Statut particulier hors la métropole de Cotonou

L'examen du graphique ci-dessous révèle une situation hétérogène de la capacité d'autofinancement des départements au 30 septembre 2025.

Graphique 6 : *Epargne brute par département à fin septembre 2025*

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Note : Sur chaque barre, se trouve le couple composé de la variation en glissement annuel de l'épargne brute et de l'épargne brute en pourcentage des recettes totales de fonctionnement disponibles

Les départements du Couffo, de l'Atlantique, de l'Ouémé et de l'Atacora enregistrent des taux d'épargne élevés, mais leur performance est en forte régression par rapport à l'année précédente à fin septembre. Par exemple, le département du Couffo présente le recul le plus alarmant avec une chute de 46,73% de son épargne brute en glissement annuel,

malgré un taux d'épargne restant élevé à 65,10%. Ces tendances suggèrent des tensions croissantes sur les dépenses de fonctionnement dans ces départements qui étaient traditionnellement les plus performants en épargne. Les départements du Zou et du Mono ont significativement amélioré leur performance à mi-parcours, témoignant d'une gestion budgétaire



resserrée, étant donné que les recettes n'ont pas connu de hausse.

Le département de la Donga affiche le taux d'épargne le plus élevé à 80,17%, mais sa dynamique est légèrement négative -4,26%. Le département du Littoral, réduit à la Commune métropolitaine de Cotonou, affiche une situation quasi-stable avec une variation annuelle marginale de 0,58%, maintenant son taux d'épargne à 44,80%. Enfin, les départements du Borgou et de l'Alibori enregistrent les taux d'épargne les plus faibles (14,37% et 28,38%), tout en subissant une légère érosion à mi-parcours (-2,32% et -9,41%).

L'épargne brute constitue le principal levier endogène du financement de l'investissement communal. Par conséquent, toute dégradation de cette capacité d'autofinancement compromet temporairement l'aptitude de la commune à assurer l'entretien de son patrimoine et à développer ses services publics. Il est donc impératif de mettre en œuvre un tableau de bord mensuel pour le suivi rigoureux des indicateurs clés, notamment l'épargne brute et son taux de variation, au niveau de chaque collectivité territoriale. Cet outil permettra une réactivité décisionnelle optimale en cas de dérive des dépenses de

fonctionnement ou de sous-recouvrement des recettes. Au surplus, il convient de renforcer de manière ciblée les compétences des acteurs communaux en matière de gestion budgétaire prévisionnelle et de maîtrise des techniques modernes de mobilisation des ressources fiscales et non fiscales.

4.3 SECTION D'INVESTISSEMENT PEU EXÉCUTÉE MALGRÉ LES RESSOURCES ABONDANTES

L'exécution de la section investissement des budgets communaux, à la fin du troisième trimestre 2025, est caractérisée par une faible concrétisation des plans de travail annuel. L'excédent des recettes sur les dépenses de fonctionnement qui est capitalisé s'élève à 1,1 milliard FCFA. Ce montant est significativement supérieur au 0,21 milliard FCFA enregistré à la même période en 2024. Toutefois, cette ressource interne ne représente encore que 2,16% des prévisions annuelles.

Ce taux est appelé à progresser substantiellement à mesure que les budgets supplémentaires, intégrant l'affectation définitive des résultats de l'exercice 2024, seront effectivement mis en œuvre.



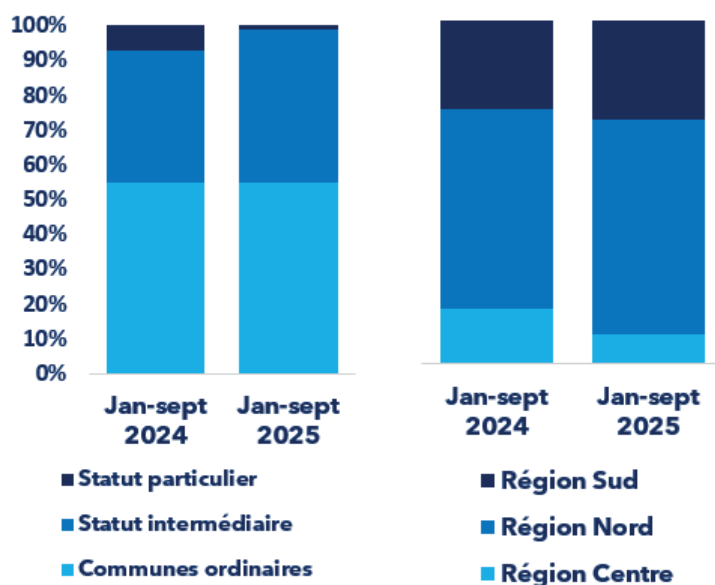
Tableau 7 : *Synthèse de l'exécution de la section investissement à fin septembre 2025*

Grandes masses (en milliards FCFA)	Prévisions 2025	Réalisations Jan-Sep 2024	Réalisations Jan-Sep 2025	Taux réal. 2025(%)	Variation 2025/2024(%)
Recettes totales	200,32	23,59	19,54	9,75	-17,17
<i>Autofinancement</i>	<i>46,65</i>	<i>0,21</i>	<i>1,01</i>	<i>2,16</i>	<i>369,99</i>
<i>Report solde</i>	<i>107,92</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Emprunt</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Dotation et subvention</i>	<i>45,75</i>	<i>23,37</i>	<i>18,53</i>	<i>40,50</i>	<i>-20,73</i>
Dépenses totales	190,07	14,68	18,88	9,93	28,63
<i>Remb. du capital dette</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Terrains</i>	<i>9,40</i>	<i>0,54</i>	<i>0,45</i>	<i>4,80</i>	<i>-16,54</i>
<i>Constructions</i>	<i>124,89</i>	<i>10,03</i>	<i>10,29</i>	<i>8,24</i>	<i>2,59</i>
<i>Equipements et matériels</i>	<i>16,57</i>	<i>1,72</i>	<i>2,87</i>	<i>17,30</i>	<i>66,66</i>
<i>Autres dépenses</i>	<i>39,20</i>	<i>2,38</i>	<i>5,27</i>	<i>13,43</i>	<i>121,12</i>

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Les subventions et dotations destinées à l'investissement, mobilisées à la fin du mois de septembre 2025 atteignent 18,53 milliards FCFA sur les 45,75 milliards FCFA inscrits aux budgets primitifs de l'exercice 2025. Ce niveau de réalisation, qui

correspond à un taux d'exécution de 40,50%, marque néanmoins une régression de 20,73% par rapport au volume total des subventions et dotations perçues à la fin de septembre 2024.

Graphique 7 : *Répartitions des subventions par statut et par région*

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

L'étude comparative des répartitions des subventions allouées par l'État central via le mécanisme du FADeC entre les périodes

janvier-septembre 2024 et 2025 révèle une relative stabilité structurelle, assortie de légères réaffectations entre les catégories.

En effet, la répartition conserve sa structure, avec le groupe des communes ordinaires qui continue de recevoir la part majoritaire des subventions, représentant environ 55% du total sur les deux périodes. La part allouée à la strate des communes à statut intermédiaire connaît une légère progression en 2025, absorbant la grande partie des ajustements budgétaires. On observe un léger recul de la part destinée au groupe des communes à statut particulier (passant d'environ 7,1% à 1,4%). La réduction de l'enveloppe globale a touché essentiellement la part de cette catégorie de collectivités locales.

L'analyse de la distribution par région géographique du pays montre que les subventions se concentrent massivement sur les régions Nord et Sud, ces deux groupes représentant conjointement plus de 90% du total des subventions en 2025.

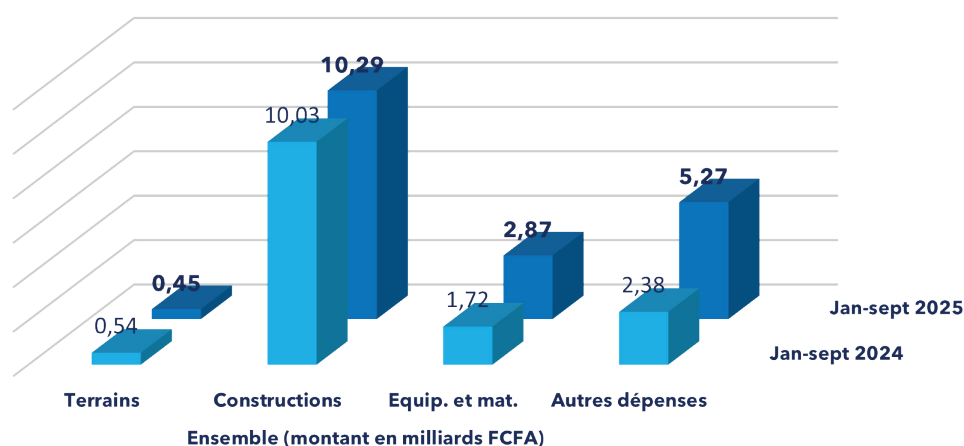
En résumé, la clé de répartition des subventions de janvier à la fin du mois de septembre 2025, bien que conservant un ancrage fort vers le groupe des communes ordinaires, montre une réallocation géographique ciblée. Un net désengagement des subventions en faveur de la région centre est le fait marquant, suggérant une priorisation accrue des investissements, soit dans la région du Sud à forte densité démographique, soit dans la région Nord à fort besoin de développement et confrontée aux menaces sécuritaires.

De janvier à septembre 2025, les dépenses d'investissement cumulées de l'ensemble des communes s'élèvent à 18,88 milliards FCFA, un montant qui, malgré une progression de 28,63% par rapport à l'exercice précédent, ne représente qu'un taux d'exécution de 9,93% des prévisions

annuelles. En plus, cette dynamique haussière est commune à toutes les strates communales : le groupe des communes à statut particulier a investi 2,34 milliards FCFA (contre 1,50 milliards FCFA à fin septembre 2024) ; celui des communes à statut intermédiaire a exécuté 6,81 milliards FCFA, marquant une hausse notable de 80,71% par rapport aux 3,77 milliards FCFA de l'année antérieure ; enfin, le groupe des communes ordinaires a mobilisé 9,73 milliards FCFA, en légère augmentation par rapport aux 9,41 milliards FCFA de 2024. Cependant, la faiblesse du taux d'exécution global, inférieur à 10% après neuf mois, signale une inertie structurelle dans la réalisation des projets.

La revue des dépenses d'investissement de janvier à septembre 2025 de l'ensemble des communes révèle une croissance globale tirée par une accélération des dépenses non directement liées aux chantiers, masquant des dynamiques divergentes dans les catégories de communes. En effet, pour l'ensemble des communes, l'investissement total a progressé, mais cette hausse est principalement due aux postes « autres dépenses » et « équipements et matériels », dont les montants ont respectivement plus que doublé. Ces évolutions signaleraient une forte intensification des dépenses préparatoires, des études et des acquisitions de matériel, tandis que le poste le plus lourd, les « constructions », n'a connu qu'une légère hausse, et l'acquisition de « terrains » a même diminué. Cette structure d'exécution suggérerait que de nombreux projets se trouvent encore dans des phases en amont et n'ont pas atteint leur pleine maturité de réalisation physique qui précède une réalisation financière.



Graphique 8 : *Structure des dépenses d'investissement à fin septembre 2025*

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

La dynamique des communes à statut intermédiaire en matière d'investissement est particulièrement robuste et apparaît comme le principal moteur de l'accélération de l'investissement local global. Ce groupe a non seulement intensifié ses dépenses de « constructions », passant de 2,57 à 3,52 milliards FCFA, mais il a aussi vu le montant de ses « autres dépenses » quadruplé et celui des « équipements et matériels » doublé, témoignant d'une mise en œuvre rapide et généralisée des projets. À l'inverse, si le groupe des communes à statut particulier a également progressé, son effort d'investissement est principalement concentré sur l'acquisition des « équipements et matériels », qui a plus que doublé, et la reprise des travaux de mise en valeur des « terrains », indiquant une focalisation sur la dotation et la planification foncière.

Enfin, le groupe des communes ordinaires, bien que conservant la part la plus importante de l'investissement en valeur absolue, affiche une dynamique interne moins favorable pour les actifs structurants. Il a enregistré une diminution des dépenses de « constructions », passant de 6,46 à 5,74 milliards FCFA et une nette réduction du montant du poste « terrains ». Cette baisse

est compensée par une augmentation significative des « autres dépenses », laissant penser qu'une part croissante de leur budget d'investissement serait allouée à des services, des études ou des travaux non classés en construction lourde, au détriment de la réalisation d'infrastructures physiques majeures.

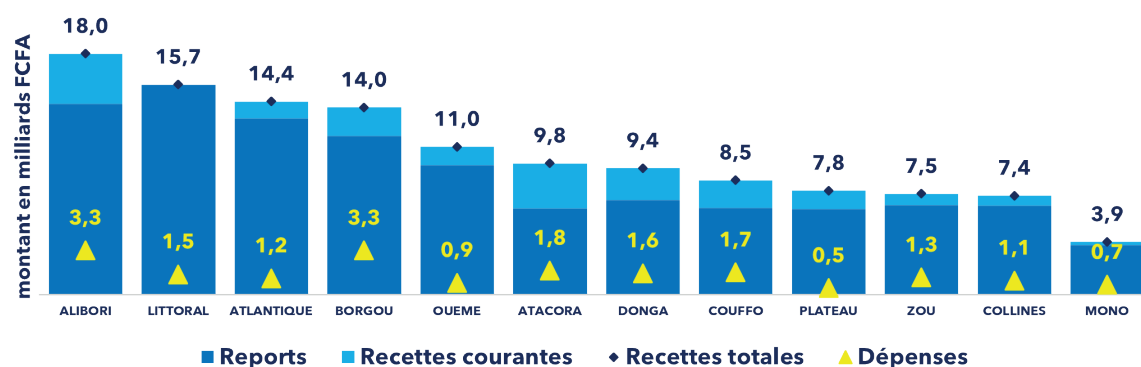
4.4 Point de consommation des ressources d'investissement disponibles

Au moment de l'adoption des budgets locaux pour l'exercice 2025, l'ensemble des communes disposait déjà d'une enveloppe de 107,92 milliards FCFA issue du mécanisme des reports de ressources. Il est à noter que 21,60 milliards FCFA de ce montant, soit 20,01% des ressources reportées, étaient déjà affectées à des restes à réaliser en dépenses d'investissement. La répartition de ces reports de ressources d'investissement était la suivante : 47,21 milliards FCFA pour le groupe des communes ordinaires, 36,35 milliards FCFA pour le groupe des communes à statut intermédiaire, et 24,36 milliards FCFA pour celui des grandes villes. En sus de ces ressources immédiatement disponibles, les communes ont perçu 18,53 milliards FCFA supplémentaires via les transferts de l'État et des partenaires

financiers, notamment par le biais du mécanisme du Fonds d'Appui au Développement des Communes (FADeC). Ces fonds ont porté la marge de manœuvre financière totale de l'ensemble des communes à un minimum de 126,45 milliards FCFA à la fin du troisième trimestre 2025. Il est toutefois essentiel de souligner

que l'utilisation effective de cette manne financière s'est limitée à 18,88 milliards FCFA, se traduisant par un faible taux de consommation de 14,93%. Ce taux est d'autant plus préoccupant qu'il demeure inférieur au taux de 17,08% qui serait atteint si l'intégralité des restes à réaliser en dépenses d'investissement était exécutée.

Graphique 9 : *Dépenses d'investissement par département à fin septembre 2025*



Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Ces chiffres soulignent singulièrement la problématique récurrente de la faible capacité d'absorption des ressources d'investissement allouées dans les délais impartis.

L'analyse de la consommation des ressources d'investissement, mesurée par le ratio des dépenses effectuées par rapport aux ressources disponibles (reports plus recettes courantes), révèle des disparités dans la capacité d'absorption des ressources d'investissement disponibles entre les départements du pays.

Plusieurs départements, notamment ceux disposant d'une large enveloppe de reports, affichent des taux de consommation très faibles, indiquant une sous-exécution chronique des projets pour

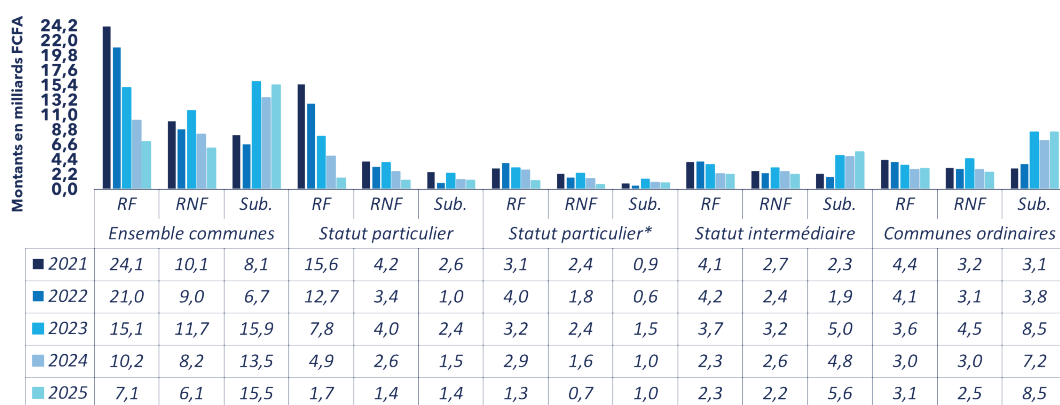
lesquels les ressources seraient mobilisées. Le département du Plateau présente le taux de consommation le plus bas (environ 6,3%), ce qui est alarmant compte tenu des 7,76 milliards FCFA de ressources disponibles. Le département de l'Ouémé, malgré les 11,04 milliards FCFA de ressources disponibles, n'a consommé qu'environ 8,1% de ses fonds, suggérant d'importants goulots d'étranglement administratifs et ou dans les chaînes de passation des marchés. Le département du Borgou présente le taux d'exécution le plus élevé (environ 23,6%), ayant réussi à dépenser 3,29 milliards FCFA, se positionnant comme le département le plus « efficace » dans l'absorption de ses fonds en 2025.

V- EVOLUTION DES RECETTES DE 2021 À 2025

L'analyse des données financières des communes, au 30 septembre de la période 2021 à 2025, révèle une décroissance des recettes fiscales. Celles-ci ont connu un déclin précipité et continu, passant de 24,1 milliards FCFA en 2021 à seulement 7,1 milliards FCFA en 2025, matérialisant une tendance d'éviction de la fiscalité locale touchant l'ensemble des strates communales. Parallèlement, les recettes

non fiscales ont manifesté une volatilité notable : après une progression initiale, culminant à 11,7 milliards FCFA à fin septembre 2023 contre 10,1 milliards en 2021 à la même période, elles ont repris un sentier de régression, s'établissant successivement à 8,2 milliards en 2024 à la même période puis 6,1 milliards FCFA pour la même période en 2025.

Graphique 10 : *Evolutions des recettes de fonctionnement à fin septembre de 2021 à 2025*

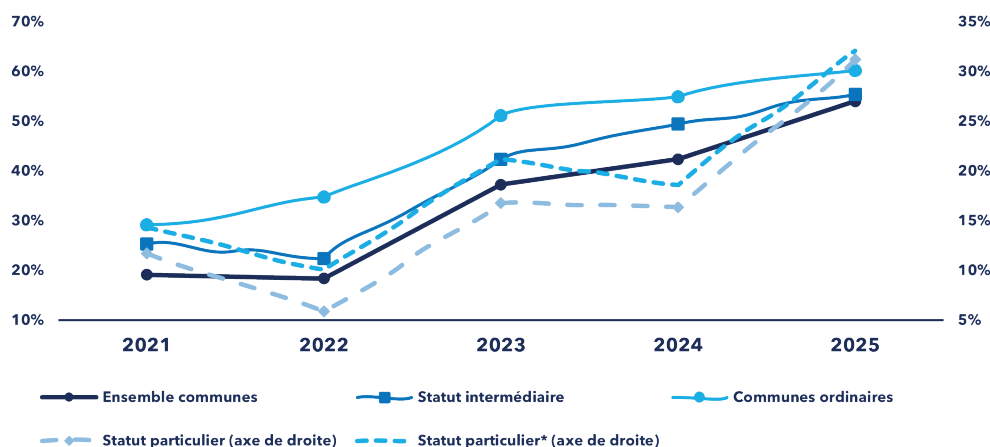


Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Notes : Statut particulier* : Statut particulier hors Cotonou RF : recettes fiscales ; RNF : recettes non fiscales ; sub. : subventions et dotation de fonctionnement

En contrepoint de cette contraction des ressources propres, les subventions versées par l'État central via le mécanisme de péréquation (FADeC) et les partenaires bilatéraux ont connu une augmentation sensible. Cette hausse impacte particulièrement la strate des communes ordinaires, où les subventions ont bondi de 3,1 milliards à 8,5 milliards FCFA sur la période étudiée, signalant une implication directe et croissante de l'État dans le financement des budgets locaux, au nom de l'appui à la grande Réforme du secteur de la décentralisation.

Ces chiffres illustrent un glissement paradigmatique du modèle de financement : on observe une transition d'un dispositif basé sur la fiscalité locale vers une configuration de plus en plus tributaire des transferts et des subventions extérieures. Cette mutation soulève des interrogations sérieuses quant à l'exercice effectif de l'autonomie financière, une part prépondérante des ressources budgétaires communales étant désormais assujettie aux décisions et aux mécanismes de financement de l'État central et des partenaires financiers.

Graphique 11 : *Poids des subventions et dotations dans les recettes de fonctionnement*

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Notes : Statut particulier → Statut particulier hors Cotonou

VI- PROJECTION DES OPÉRATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2025

L'évaluation des performances budgétaires, établie à l'issue du neuvième mois de l'exercice 2025, met en relief des taux de réalisation très faibles. Les montants des divers agrégats révèlent une sous-exécution notable : les recettes fiscales n'atteignent que 19,10%, les recettes non fiscales 37,88%, et les dépenses de fonctionnement 26,48%. Ces chiffres confirment l'existence d'un biais substantiel entre les prévisions budgétaires initiales pour 2025 et la performance effective constatée.

Afin d'établir des projections de performance pour la clôture de l'exercice 2025, la méthode d'anticipation retenue est une adaptation de la méthode du tantième de majoration. Cette approche repose sur l'hypothèse que les volumes des opérations budgétaires du quatrième trimestre

suivront la tendance moyenne du quatrième trimestre observée lors des quatre (04) exercices précédents (Voir détails des formules de calculs en annexe 4). Il importe de souligner que ces projections sont susceptibles d'être révisées à la hausse à la suite de l'intégration des budgets supplémentaires (BS). Historiquement, l'adoption d'un BS en période de faible mobilisation des recettes entraîne, en général, un ajustement à la baisse des prévisions initiales de recettes. Cette révision améliore le cas échéant les taux de réalisation projetés, toute chose étant égale par ailleurs. Enfin, les estimations se basent sur les recettes qui sont effectivement comptabilisées et figurant aux comptes administratifs des communes.

Le tableau ci-dessous présente ainsi les taux

de réalisation escomptés et les montants correspondants, calculés suivant ce modèle. L'étude prospective des taux d'exécution au 31 décembre 2025, ressort une dynamique préoccupante au sein des collectivités territoriales, traduisant un déséquilibre entre l'agrégat des recettes propres et celui des dépenses de fonctionnement, ainsi que des disparités

importantes selon le statut des communes. Globalement, l'exécution des recettes propres se maintient en deçà de 43%, tandis que les besoins en subventions affichent, en miroir, des taux d'exécution élevés, ce qui s'analyse comme une réalisation du risque budgétaro-financier de désépargne pour plusieurs communes, notamment les grandes villes.

Tableau 8 : *Projections des taux d'exécution du budget au 31 décembre 2025*

Nature opérations	Groupe de communes	Montant en milliards FCFA	Taux exécution du budget
Recettes fiscales au 31/12/2025	Ensemble	13,52	39,70%
	<i>Statut particulier</i>	<i>5,62</i>	<i>25,94%</i>
	<i>Statut particulier hors Cotonou</i>	<i>1,91</i>	<i>28,46%</i>
	<i>Statut intermédiaire</i>	<i>3,59</i>	<i>58,82%</i>
	<i>Communes ordinaires</i>	<i>4,32</i>	<i>68,46%</i>
Recettes non fiscales au 31/12/2025	Ensemble	7,86	48,45%
	<i>Statut particulier</i>	<i>1,68</i>	<i>29,16%</i>
	<i>Statut particulier hors Cotonou</i>	<i>0,80</i>	<i>21,33%</i>
	<i>Statut intermédiaire</i>	<i>2,84</i>	<i>57,52%</i>
	<i>Communes ordinaires</i>	<i>3,34</i>	<i>60,50%</i>
Dépenses de fonctionnement au 31/12/2025	Ensemble	45,84	42,49%
	<i>Statut particulier</i>	<i>14,08</i>	<i>34,31%</i>
	<i>Statut particulier hors Cotonou</i>	<i>5,61</i>	<i>40,11%</i>
	<i>Statut intermédiaire</i>	<i>12,49</i>	<i>40,55%</i>
	<i>Communes ordinaires</i>	<i>19,28</i>	<i>53,43%</i>
Besoins de subventions au 31/12/2025	Ensemble	24,45	86,55%
	<i>Statut particulier</i>	<i>6,78</i>	<i>234,02%</i>
	<i>Statut particulier hors Cotonou</i>	<i>2,90</i>	<i>157,69%</i>
	<i>Statut intermédiaire</i>	<i>6,05</i>	<i>53,27%</i>
	<i>Communes ordinaires</i>	<i>11,62</i>	<i>83,04%</i>

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

Plus spécifiquement, la projection des recettes fiscales pour l'ensemble des communes s'établit à un faible taux de 39,70% (soit 13,52 milliards FCFA), mais cette moyenne masque une forte hétérogénéité : le groupe des communes ordinaires se démarque par une

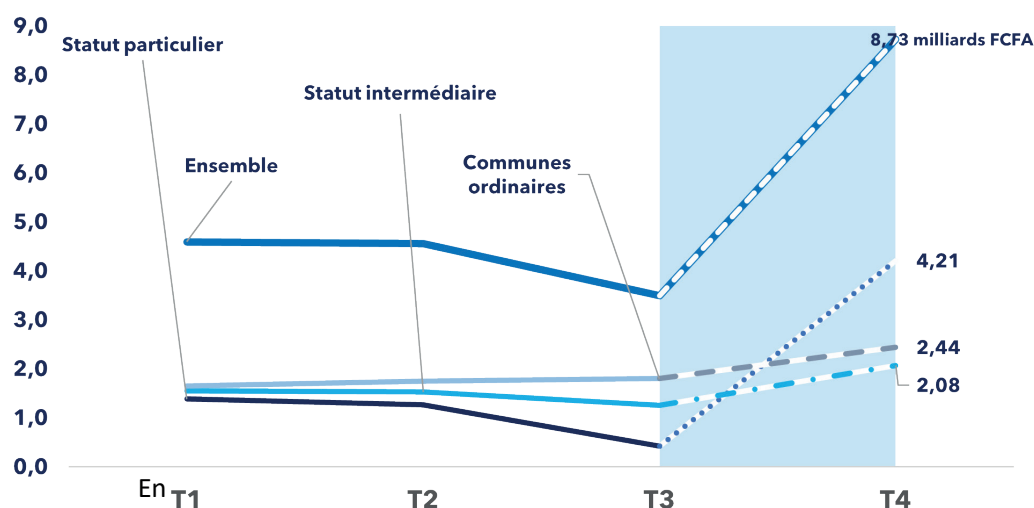
performance supérieure, égale à 68,46%, suivi par la strate des communes à statut intermédiaire à 58,82%, contrastant avec le taux nettement plus faible de 25,94% du groupe des communes à statut particulier, lequel s'ajuste à 28,46% en stérilisant les statistiques de la Commune de Cotonou.

Cette faible performance s'observe aussi au niveau des recettes non fiscales, dont le taux d'exécution global est de 48,45% (pour 7,86 milliards FCFA), maintenant la même hiérarchie d'exécution, avec le groupe des communes ordinaires en tête à 60,50%. Simultanément, les dépenses de fonctionnement s'exécutent à 42,49% (soit

45,84 milliards FCFA) et génèrent un besoin réel de subventions estimé à 24,45 milliards FCFA. Cette situation suggère un réexamen immédiat des capacités d'autofinancement des collectivités territoriales les plus déficitaires.

Le graphique ci-dessus illustre le fléchissement perceptible des recettes

Graphique 12 : Projections des recettes propres du quatrième trimestre 2025



Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

propres (comprenant les recettes fiscales et non fiscales) observé au troisième trimestre 2025 pour chacune des catégories de communes. Les projections tablent sur une dynamique de relance au quatrième trimestre 2025. Les recettes propres de l'ensemble des communes sont ainsi estimées à 8,73 milliards FCFA pour ce seul trimestre, en comparaison des 12,66

milliards FCFA cumulés durant la période de janvier à septembre 2025.

Ce scénario impose aux grandes villes, l'exigence de mobiliser un montant égal à 4,21 milliards FCFA au cours du dernier trimestre 2025. Une telle performance attendue dépasse l'ensemble des recouvrements qu'elles ont réalisés durant les neuf premiers mois de l'exercice.

SOURCES DES DONNÉES

Les données brutes des finances locales exploitées dans la présente Note de conjoncture sont extraites de WMoney-Statistiques (DGTCP) et portent sur les informations budgétaires et financières des 77 communes de la République du Bénin. Les indicateurs macroéconomiques et démographiques proviennent de :

- la Cellule de suivi des Programmes économiques et financiers (CSPEF) du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) ;
- la Direction de la Comptabilité nationale et des Statistiques économiques (DCNSE) de l'Institut national de la Statistique et de la Démographie (INStAD) et,
- la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP).

AVERTISSEMENT



Les données figurant dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne constituent pas un engagement de la DGTCP. Ce document est fourni à titre informatif. La reproduction partielle ou totale du présent document doit s'accompagner de la mention : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025.

COMITÉ DE RÉDACTION

Ce document est rédigé par le Comité d'élaboration de la Note de conjoncture des finances locales (CENOCFIL) de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)

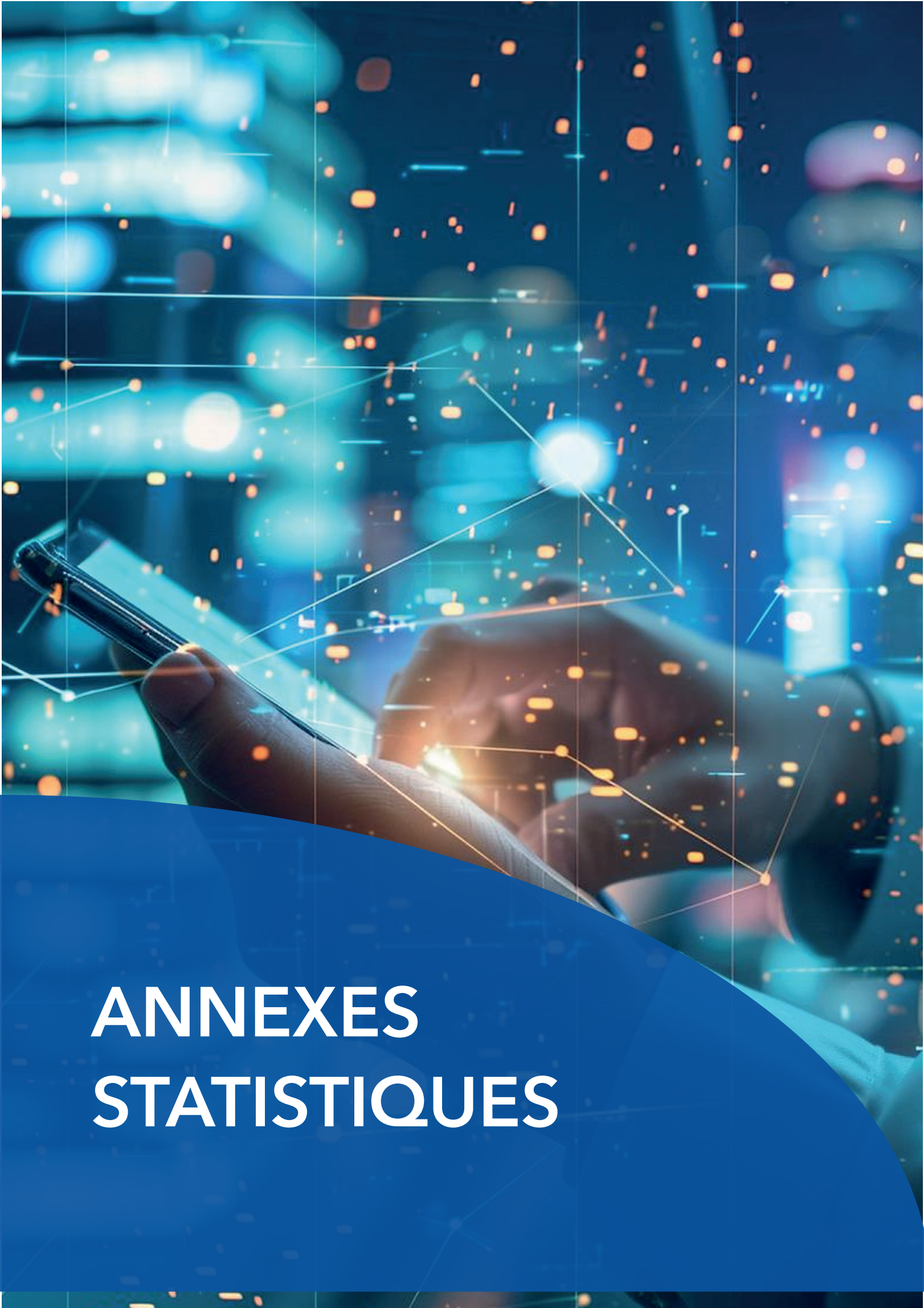
ELABORATION	VALIDATION	APPROBATION
ANICET CODJIA	SOUMANOU ADODO	OUMARA KARIMOU ASSOUMA
EDOUARD DANOUDO	CYRILLE AYIDOKINHO	THIERRY DOSSA
JEAN-CLAUDE TOGBE	KOUESSAN KINVI	PAUL ACAKPO
RODRIQUE MENSAH	EDITH METOLI	LEMAIRE KANFONHOU
PATRICK KELOME	ARCADIUS YESSOUFFOU	FIRMIN LAGOYE
FRANÇOIS KOTCHE		WALIOU LIBANIO LAYE
MARCELIN KINKINGNINHOUN		

GRAPHISME

AXEL HOUSSA

Contact : note.conjoncture@tresorbenin.bj

Retrouvez au format .pdf toutes les publications de la note de conjoncture des finances locales du Bénin sur le site : www.tresorbenin.bj

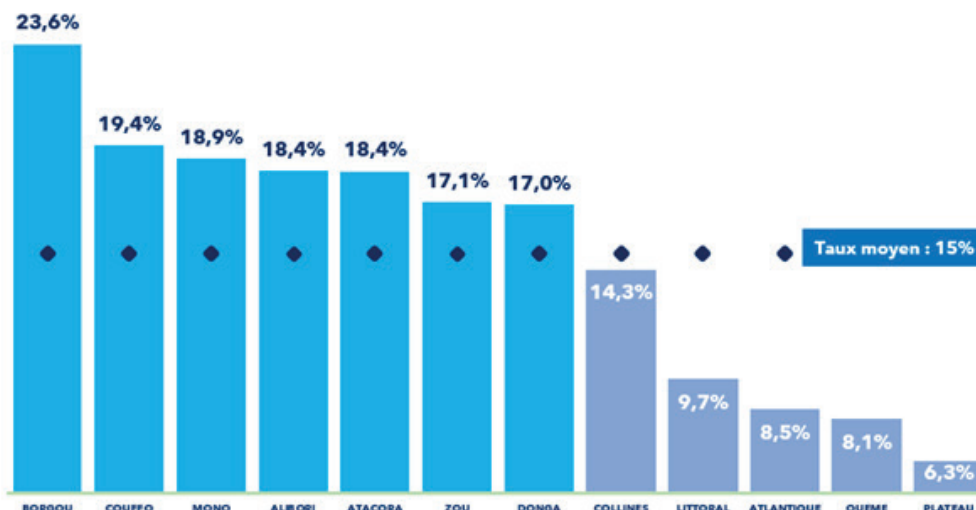
A hand holding a smartphone is shown in the lower-left quadrant. The background is a dark blue space filled with glowing orange and yellow particles, connected by thin white lines, creating a network or data visualization effect. A large, solid blue curved shape covers the bottom half of the image, serving as a background for the text.

ANNEXES STATISTIQUES

Annexes

ANNEXE1 : CONSOMMATION DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT

Graphique 13 : *Taux de consommation des ressources d'investissement à fin septembre 2025*



Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

ANNEXE 2 : RATIO DÉPENSES D'ENTRETIEN/RECETTES DE FONCTIONNEMENT AU 30 SEPTEMBRE 2025

Tableau 9 : *Taux d'entretien au 30 septembre 2025 par département*

Départements	2024 (janv. à sept.)	2025 (janv. à sept.)	Hausse/Baisse
ENSEMBLE	9,8%	13,5%	Hausse
LITTORAL	10,2%	45,6%	Hausse
BORGOU	25,8%	27,5%	Hausse
MONO	23,5%	17,7%	Baisse
COUFFO	5,9%	13,7%	Hausse
COLLINES	4,7%	12,0%	Hausse
ZOU	12,9%	11,5%	Baisse
DONGA	19,4%	10,3%	Baisse
PLATEAU	8,5%	8,3%	Baisse
ALIBORI	19,7%	7,4%	Baisse
ATACORA	14,8%	7,3%	Baisse
OUEME	4,8%	6,9%	Hausse
ATLANTIQUE	1,9%	5,8%	Hausse

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCP, octobre 2025

ANNEXE 3 : PROJECTIONS DES TAUX OBJECTIFS À FIN DÉCEMBRE 2025

Tableau 10 : *Projections des opérations au 31 décembre 2025 par commune*

Départements	Communes (montants en millions FCFA ; taux en %)	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Dépenses de fonctionnement		Subvention de l'Etat	
		Montant annuel projeté	Taux annuel projeté	Montant annuel projeté	Taux annuel projeté	Montant annuel projeté	Taux annuel projeté	Montant T4 2025	Taux annuel projeté
	ENSEMBLE	13 524	39,7	7 865	48,4	45 840	42,5	23 967	85,5
ALIBORI	BANIKOARA	464	66,8	96	62,2	783	57,3	-	43,1
ALIBORI	GOGOUNOU	66	37,6	50	79,7	616	64,4	-	71,6
ALIBORI	KANDI	164	42,9	69	73,9	781	86,8	-	60,9
ALIBORI	KARIMAMA	22	79,9	25	142,2	264	68,2	-	103,1
ALIBORI	MALANVILLE	221	85,4	45	30,1	568	63,5	2	22,0
ALIBORI	SEGBANA	92	96,7	28	91,6	306	59,8	-	67,6
ATACORA	BOUKOUMBE	29	80,9	15	58,6	330	73,1	-	47,8
ATACORA	COBLY	23	54,4	54	109,1	335	77,0	-	76,9
ATACORA	KEROU	190	78,4	88	121,0	441	72,9	-	96,1
ATACORA	KOUANDE	69	57,5	33	80,9	391	69,9	-	59,7
ATACORA	MATERI	50	59,4	25	64,6	269	50,6	-	50,7
ATACORA	NATITINGOU	181	85,7	84	62,0	526	54,2	-	44,3
ATACORA	PEHUNCO	127	124,1	33	37,8	309	64,2	-	30,0
ATACORA	TANGUIETA	24	32,4	18	31,3	247	46,9	-	18,5
ATACORA	TOUCOUNTOUNA	22	32,6	22	98,7	255	47,4	-	61,2
ATLANTIQUE	ABOMEY-CALAVI	1 329	31,2	421	19,9	2 319	31,9	370	37,0
ATLANTIQUE	ALLADA	216	69,6	177	50,8	590	37,0	-	37,8
ATLANTIQUE	KPOMASSE	114	79,4	36	26,2	361	51,4	-	18,3
ATLANTIQUE	OUIDAH	289	52,4	452	52,1	1 219	45,1	-	45,4
ATLANTIQUE	SO-AVA	30	97,8	18	50,9	232	41,7	-	20,2
ATLANTIQUE	TOFFO	65	107,1	76	72,7	329	37,2	-	45,9
ATLANTIQUE	TORI-BOSSITO	157	47,5	30	11,4	380	39,0	79	43,7
ATLANTIQUE	ZE	65	57,7	123	33,5	433	38,3	-	28,8
BORGOU	BEMBEREKE	171	86,7	63	76,5	411	54,6	-	45,9
BORGOU	KALALE	144	95,8	25	34,6	237	42,1	-	30,9
BORGOU	N'DALI	136	77,8	34	30,2	337	60,9	-	27,7
BORGOU	NIKKI	93	43,0	74	73,1	501	60,2	-	52,8
BORGOU	PARAKOU	330	25,0	239	29,3	1 696	51,6	834	124,8
BORGOU	PERERE	8	22,4	23	38,7	336	74,9	-	37,5
BORGOU	SINENDE	107	39,2	29	63,2	311	51,9	-	48,6
BORGOU	TCHAUROU	89	58,6	73	63,8	694	76,8	-	56,6
COLLINES	BANTE	25	31,3	42	58,0	369	63,1	-	40,9
COLLINES	DASSA-ZOUME	95	45,2	45	21,0	710	51,6	361	188,8
COLLINES	GLAZOUE	103	83,1	29	42,0	386	40,4	-	50,5
COLLINES	OUESSE	29	53,9	86	88,1	419	58,0	-	74,7
COLLINES	SAVALOU	88	65,0	70	47,9	520	51,3	-	40,0
COLLINES	SAVE	54	33,4	55	55,4	358	60,4	-	34,9
COUFFO	APLAHOUE	84	50,7	102	90,2	511	42,3	-	66,8

Départements	Communes (montants en millions FCFA ; taux en %)	Recettes fiscales		Recettes non fiscales		Dépenses de fonctionnement		Subvention de l'Etat	
		Montant annuel projeté	Taux annuel projeté	Montant annuel projeté	Taux annuel projeté	Montant annuel projeté	Taux annuel projeté	Montant T4 2025	Taux annuel projeté
COUFFO	DJAKOTOMEY	168	127,7	63	176,3	368	46,9	-	112,8
COUFFO	DOGBO	91	51,5	83	107,4	394	50,0	-	68,1
COUFFO	KLOUEKANMEY	85	99,2	88	104,7	347	47,2	-	60,6
COUFFO	LALO	85	173,0	9	17,8	298	49,0	26	67,9
COUFFO	TOVIKLIN	-	0	0,0	7	27,3	249	39,7	26,3
DONGA	BASSILA	87	82,5	58	56,5	360	62,5	-	47,2
DONGA	COPARGO	15	67,5	22	78,5	214	48,7	-	54,1
DONGA	DJOUGOU	84	33,8	88	18,0	559	7,1	207	56,1
DONGA	OUAKE	63	145,9	75	98,7	274	50,3	-	72,2
LITTORAL	COTONOU	3 708	24,8	884	43,7	8 465	31,3	3 437	201,4
MONO	ATHIEME	46	116,4	41	86,8	264	56,6	-	50,7
MONO	BOPA	73	57,3	57	57,4	346	62,4	-	42,0
MONO	COME	121	74,7	181	51,9	498	49,8	-	42,0
MONO	GRAND-POPO	105	70,5	150	82,5	485	59,3	-	69,1
MONO	HOUYOGBE	143	85,2	32	76,1	314	41,4	-	63,5
MONO	LOKOSSA	147	51,7	216	106,2	623	60,7	-	63,3
OUEME	ADJARRA	100	54,2	274	86,3	461	50,2	-	66,8
OUEME	ADJOHOUN	65	38,6	39	58,5	323	44,5	-	46,9
OUEME	AGUEGUE	11	94,5	12	63,0	155	37,8	-	36,2
OUEME	AKPRO-MISSERETE	113	86,2	210	65,6	506	49,7	-	49,3
OUEME	AVRANKOU	78	53,0	253	64,5	466	41,0	-	53,8
OUEME	BONOU	145	70,6	5	49,1	326	51,3	-	28,2
OUEME	DANGBO	109	86,9	135	59,1	437	52,6	-	41,9
OUEME	PORTO-NOVO	251	22,2	140	17,0	1 599	46,4	1 038	143,6
OUEME	SEME-PODJI	556	60,6	469	62,0	835	27,2	-	56,8
PLATEAU	ADJA-OUERE	55	60,7	84	99,5	365	53,1	-	62,2
PLATEAU	IFANGNI	38	31,9	86	43,2	442	62,4	-	27,4
PLATEAU	KETOU	50	29,2	18	13,1	483	56,0	284	214,6
PLATEAU	POBE	125	45,7	61	69,2	444	57,0	-	48,3
PLATEAU	SAKETE	73	76,0	89	133,4	306	49,2	-	103,3
ZOU	ABOMEY	153	97,0	229	100,7	637	67,9	-	72,5
ZOU	AGBANGNIZOUN	82	82,9	35	52,4	330	71,8	-	39,3
ZOU	BOHICON	319	56,6	415	79,5	1 089	63,5	-	58,8
ZOU	COVE	62	60,2	120	68,9	392	58,9	-	50,9
ZOU	DJIDJA	190	68,1	12	17,1	650	66,6	276	417,5
ZOU	OUINHI	67	86,0	26	126,4	329	74,0	-	80,4
ZOU	ZAGNANADO	46	37,4	21	38,7	301	51,9	-	22,1
ZOU	ZA-KPOTA	155	127,3	49	38,6	467	67,6	-	27,4
ZOU	ZOGBODOMEY	95	77,2	23	43,2	361	58,5	-	37,8

Source : Direction de la Production des Comptes publics, DGTCPP, octobre 2025

ANNEXE 4 : CALCUL DES AGRÉGATS PROJETÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025

◇ Soient :

F un agrégat budgétaire (recettes fiscales, recettes non fiscale, dépenses de fonctionnement) à projeter ;

\tilde{F} la projection de F ;

∇M la moyenne des accroissements de F , calculée sur une période antérieure à 2025 ;

E l'effet quantifié de l'année préélectorale (quatrième trimestre) sur l'agrégat F ;

B le budget prévisionnel de F ;

t le taux de réalisation de F ;

\tilde{t} la projection de t

◇ Pour les recettes fiscales, par exemple, on a :

\tilde{F}_{i,T_4} le montant des recettes fiscales projeté au quatrième trimestre 2025 pour la commune $i = 1, 2, \dots, 77$;

$\tilde{F}_{i,2025}$ le montant des recettes fiscales projeté au 31 décembre 2025 pour la commune i ;

F_{i,T_l} le montant des recettes fiscales du trimestre de rang $l = 1, 2, 3$ de l'année 2025 pour la commune i ;

$F_{i,j}^k$ le montant des recettes fiscales du trimestre j du millésime $k = 2021, 2022, 2023, 2024$ de la commune i ;

∇M_i la moyenne des accroissements des recettes fiscales du quatrième trimestre en glissement trimestriel sur la période 2021-2024 pour la commune i .

◇ Formules :

$\tilde{F}_{i,T_4} = F_{i,T_3} + \nabla M_i + E_i$; avec $\nabla M_i = \frac{1}{4} \sum_{k=1}^{k=4} (F_{i,4}^{k+2020} - F_{i,3}^{k+2020})$; selon la littérature, on a $E_i \leq 0$ pour les recettes et $E_i \geq 0$ pour les dépenses mais on prend $E_i = 0 \forall i$;

$\tilde{F}_{i,2025} = \sum_l F_{i,T_l} + \tilde{F}_{i,T_4}$ et

$\tilde{t}_{i,2025} = \frac{\tilde{F}_{i,2025}}{B_i} \times 100$

◇ Les projetés des recettes non fiscales et des dépenses réelles de fonctionnement se calculent de façon analogue ;

◇ Enfin, le besoin de subvention de fonctionnement $\widetilde{\text{Sub}}_{i,T_4}$ à recevoir par la commune i au quatrième trimestre 2025 se calcule ainsi qu'il suit :

$\widetilde{\text{Sub}}_{i,T_4} = \max \{0, \widetilde{\text{Dépenses}}_{i,2025} - \widetilde{\text{recettes}}_{i,2025} - \sum_l \text{sub}_{i,T_l}\}$ où $\widetilde{\text{recettes}}$ désigne la somme des recettes fiscales et non fiscales projetées ;

Le taux de réalisation correspondant à la projection $\widetilde{\text{Sub}}_{i,2025} = \sum_l \text{sub}_{i,T_l} + \widetilde{\text{Sub}}_{i,T_4}$ s'obtient en la rapportant à sa prévision annuelle ■

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR
ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Tél : +229 01 21 30 19 37

Fax : +229 01 21 30 07 58

BP: 40 Cotonou - Route de l'aéroport

www.tresorbenin.bj